

POLITIQUE

politique.union@sonapresse.com

Les petites phrases de la semaine

Rose Christiane Ossouka Raponda, Première ministre :

"La situation du football gabonais est préoccupante. Malgré la passion et l'implication du chef de l'État, notre football local régresse d'une manière dangereuse. Il faut revoir son organisation, son mode de gouvernance, son mode de financement".

Guy-Patrick Obiang-Ndong, ministre de la Santé :

"Nous sommes passés d'une moyenne de 170 nouvelles contaminations par jour à environ 70 nouveaux cas journaliers".

Anne Nkene-Biyo'o, administrateur général de l'autorité administrative de la ZERP de Nkok :

"Nous sommes convaincus que la Zlecaf constitue un important levier de développement de notre continent. À l'heure où planent les multiples incertitudes sur l'économie mondiale du fait de la persistance de la pandémie de Covid-19, la mise en œuvre de ce vaste marché continental permettra de contribuer aux efforts de transformations structurelles de nos économies".

Pierre-Claver Maganga-Mousavou, président du Parti social démocrate (PSD) :

"L'éthique du pouvoir conduit à bien cerner l'institution qu'est le président de la République, clé de voûte de toutes les institutions, qui rend compte de sa gestion devant le peuple tous les 7 ans et qui s'accorde les moyens de réaliser et de tenir ses engagements".

Edgard Owono-Ndong, 3e vice-président du Rassemblement pour la patrie et la modernité (RPM) :

"(...) L'ordonnance du 16 avril est loin de clore les débats parce qu'il s'agit d'une décision en première instance susceptible d'appel et comme la loi nous l'autorise, nous avons dès le 19 avril, interjeté appel et nous verrons bien ce que dira le juge en deuxième instance".

Pr. Albert Ondo-Ossa, économiste :

"Elle (Ndlr : la transition politique) ne saurait être autre chose que ce que notre pays et nos populations en attendent, à savoir un cadre pertinent en vue, tout au moins de l'élaboration des textes impersonnels pour des élections transparentes et crédibles, ce qui suppose un découpage électoral et administratif préalable, traitant l'ensemble des Gabonais de la même manière".

Rassemblements par Y.F.I

Mairie du 4e arrondissement : le poste de 2e adjoint au maire désormais occupé

Prissilia M. MOUITY
Libreville/Gabon

LAISSÉ vacant à la suite du départ à l'Hôtel de ville de son ancien titulaire, le poste de 2e adjoint au maire du 4e arrondissement de la commune de Libreville est désormais occupé. Mme Christine Mba-Ntountoume, candidate du PDG, fraîchement élue, a été officiellement installée dans ses fonctions le 14 mai dernier. C'était à la faveur d'une cérémonie présidée par le maire de cette circonscription, Axel Jesson Denis Ayenoue.

Prenant ses marques, Christine Mba-Ntountoume a dit mesurer le poids de sa nouvelle responsabilité tout en promettant d'apporter sa modeste expérience. "Être maire c'est le plus beau mandat. C'est aussi une responsabilité qui impose une certaine tenue. Ainsi je m'inscris dans la continuité du savoir-faire et du dynamisme des



Axel Jesson Denis Ayenoue procédant à l'installation de Christine Mba Ntountoume, 2e adjointe au maire.

officiers d'état civil et des agents de la mairie du bonheur", a-t-elle fait savoir.

Reconnaissant le dévouement au travail de Christine Mba Ntountoume, le maire du 4e arrondissement et l'ensemble de ses collaborateurs ont dit être heureux de la compter parmi eux. "C'est

un sentiment de joie et de fierté d'avoir parmi nous une dame d'un certain calibre qui va nous soutenir dans les objectifs que nous nous sommes fixés. L'avoir à nos côtés apportera une touche féminine et maternelle dans la réalisation de nos projets", a déclaré Axel Jesson Denis Ayenoue, maire du 4e

arrondissement de la commune de Libreville. Rompue à la tâche, Christine Mba Ntountoume est une ancienne sénatrice habituée à la scène politique. Son élection au poste de 2e adjointe au maire illustre une fois de plus la participation pleine de la femme gabonaise dans la sphère politique.

La Semaine

Vous avez dit unanimité ?

Malgré la perturbation liée à un jour férié, jeudi, la semaine écoulée aura connu une actualité plutôt riche en événements. Sur le plan diplomatique, il s'est agi davantage des rencontres de haut niveau entre le chef de l'État et des personnalités étrangères. Sur le plan national, on notera entre autres : la conférence de presse du Pr Albert Ondo-Ossa, économiste, ancien membre du gouvernement, ancien candidat à l'élection présidentielle de 2009 ; et surtout la séance plénière à l'Assemblée nationale, événement sur lequel nous reviendrons plus loin.

Il faut souligner que profitant de son séjour à Londres (Angleterre), le président Ali Bongo Ondimba a rencontré la secrétaire générale du Commonwealth, Patricia Scotland, et le prince Charles. Avec la première, il a été surtout question de la candidature du Gabon pour intégrer le Commonwealth. Et avec le second, il s'est agi des questions liées au climat, notamment à la Cop 26 qui aura lieu

à Glasgow en Écosse.

Au-delà des contenus de ces entretiens, on notera la reprise des activités officielles du numéro un gabonais à l'étranger...

Par rapport à la sortie du Pr Ondo-Ossa, nombreux se sont interrogés sur les motivations de cette initiative à deux ans de la prochaine Présidentielle. Est-ce un retour dans la perspective de cette échéance électorale ? En politique, rien n'est à exclure. En tout cas, l'universitaire a donné son avis sur certains sujets d'actualité. Sur l'appel à la "paix des braves" par exemple, il estime que "l'objet inavoué est de parvenir rapidement à un partage du gâteau entre les mêmes, retarder l'échéance et réussir à fédérer un grand nombre d'adeptes et transhumants autour de certaines personnes du sérail en vue du maintien et la perpétuation du système en place".

Quant à la séance plénière à la première Chambre des députés, on soulignera que

près d'une quinzaine de textes étaient soumis à l'adoption de Faustin Boukoubi et ses collègues. Tous ont été adoptés sauf un : le projet de loi portant suppression de l'Agence nationale des parcs nationaux (ANPN). Un texte défendu par le ministre des Eaux et Forêts, Lee White. Le rejet a été décidé à l'unanimité des élus membres de la Commission de l'Environnement, de la Protection de la nature et du Développement durable.

L'unanimité signifie que tous les députés, y compris ceux du PDG, ont voté pour le rejet dudit texte. Et un analyste de la vie politique de notre pays d'ironiser : "On peut encore s'attendre à des sanctions contre tous les députés du PDG". Sans doute en souvenir de celles tombées au lendemain de l'adoption du Code pénal qui comportait la dépénalisation de l'homosexualité au Gabon.

ONDOUBA'NTSIBAH